

M. D. C C X L.

A L'AUTEUR DE L'EXAMEN CONTINUE.

MONSIEUR,

JE vous avois donné un Conseil que je prenois pour moi-même; vous n'avez pas jugé à propos de le suivre. Votre *Examen continué* ne me fera pas changer de résolution; & sans le nouveau sujet qui me remet la plume à la main, vous ne me verriez point troubler votre satisfaction d'avoir parlé le dernier.

Vous avez demandé la permission de *protester* que vous êtes non seulement un bon *Hollandois*, mais de plus bon *Républicain*; Car vous semblez mettre une espèce de gradation entre ces deux Synonymes. Je m'attache à ce *Républicisme* que vous avez cru ne pouvoir assez bien professer sans emprunter l'énergie de la langue Grecque. Il faut vous épargner le remède violent de la *Palingénésie* dont vous voudriez vous servir. Je vous présente un moyen plus doux de

A

con-

L X (3)

convaincre qu'il ne coule un effet dans vos veines qu'un sang exempt de toute affection étrangère. Dites-nous donc, s'il vous plaît, votre sentiment sur ce que nous voyons dans la Déclaration dressée pour être publiée en Amérique par le Lord Catheard. Il vous sera commode, pour en pezer le contenu avant de me répondre, de la trouver ici: je la transcris tout au long.

LEXAMEN CONTINUÉ

„ PAR SON EXCELLENCE

„ *Dn. Charles Comte de Catheart, Général &*
„ *Commandant en Chef de toutes les forces de*
„ *Sa Majesté Britannique dans les Indes.*

„ **L**E Roi de la Grande-Bretagne mon Maître se
„ trouvant obligé à déclarer la guerre contre le
„ Roi d'Espagne, & étant déterminé, moyennant
„ l'assistance de Dieu tout puissant à prendre ven-
„ geance des insultes & déprédations barbares com-
„ mises contre ses sujets, par où leur Commerce li-
„ cite & Navigation ont été injustement interrompus,
„ il m'a ordonné d'envahir, attaquer & réduire sous
„ son obéissance les Colonies, Châteaux, Places,
„ ou Royaumes & Provinces appartenans audit Roi
„ d'Espagne dans les Indes, qui me paroistroient
„ plus convenables; mais Sa Majesté se persuadant
„ en même tems que lesdites injures & déprédations
„ sont

„ sont bien plus procédées de la malice & des con-
 „ seils de quelques Particuliers en Espagne & dans les
 „ Indes, que de l'inclination générale & de la volon-
 „ té de la Nation Espagnole, entre laquelle & ses
 „ sujets il a subsisté (si ce n'est depuis peu d'années)
 „ une conformité d'intérêts & de conseils, un commer-
 „ ce continuel & une correspondance amiable cultivée
 „ & maintenue à leur utilité & satisfaction récipro-
 „ que, Elle a bien voulu par bonté mêler en cette
 „ occasion la miséricorde avec le châtiment, & don-
 „ ner lieu aux Innocens de se distinguer des Coupables;
 „ pour lequel effet j'ai ordre du Roi mon Maître de
 „ déclarer & par la présente en son Royal nom, &
 „ en vertu de l'autorité de Sa Majesté substituée en
 „ moi, je déclare, offre & promets à toutes person-
 „ nes, Espagnols, Métifs, Malâtres, Nègres, Li-
 „ bres, Indiens ou quelques autres personnes que ce
 „ soient, tant Ecclésiastiques que Seculières, que ceux
 „ qui dans un terme modéré, après la publication
 „ de cette Déclaration, & auparavant aucune hostili-
 „ té de leur part respectivement exécutée contre les
 „ Armées, ou forces maritimes du Roi mon Maître,
 „ se soumettront volontairement & pacifiquement
 „ sous sa protection, administration élémentaire &
 „ Gouvernement, seront reçus, protégés & mainte-
 „ nus dans leurs terres, maisons, possessions, & dans
 „ leurs autres biens, de quelque qualité ou espèce
 „ qu'ils soient, de la même manière que s'ils étoient

„ les propres sujets naturels. Ils exerceront & jouiront du plein & libre exercice de leur Religion, de la même manière qu'ils en jouissent à présent.

„ Ils seront délivrés des crus, impôts, Alcavalas, droits, défenses, & de toutes les autres oppressions, que la Nature & la forme du Gouvernement établi dans les Indes Espagnoles leur font souffrir présentement, & en particulier les Indiens seront délivrés des Tributs Royaux & services auxquels ils sont assujettis. Ils auront le privilège & le droit de commercer en droiture dans la Grande-Bretagne & dans toutes les Colonies Britanniques en Amérique, & enfin en toutes occasions & à tous égards ils seront regardés, secourus, favorisés & traités comme les Naturels de la Grande-Bretagne.

„ Mais au contraire, les personnes qui refuseront, résisteront ou différeront opiniâtrément leur acceptation de ces offres clémentes, doivent se compter au nombre des Coupables, & ne doivent s'attendre qu'à toutes les rigueurs exercées dans une guerre juste & permise, & faite par un Prince Magnanime & une Nation outragée, pour se venger d'injures & Déprédations non méritées, qu'ils ont essuyées pendant tant d'années.

Un Hollandois Patriote pourra-t'il voir sans émotion la vastitude du projet que cette Déclaration développe & le langage superbe qu'on y affecte ? Des oreilles,

les, je ne dis pas Républiquaines, mais tant soit peu jalouses de l'égalité entre les grandes Puissances de l'Europe, s'accoutumeront-elles aux termes de *Coupables* & de *Miséricorde*, d'une Nation envers l'autre, comme si l'une étoit élevée à la Divinité & tenoit l'autre dans l'état ravalé de ses viles créatures? A quelle hauteur insupportable faudroit-il s'attendre après l'exécution du projet ambitieux dont de si fastueuses expressions sont le prélude? On a tant parlé d'équilibre & de la nécessité de se réunir contre toute Puissance qui tend à la domination universelle; n'est-ce pas y tendre ouvertement, & vouloir dominer seule sur la Mer & dans le Commerce, que méditer un soulèvement général des Naturels Indiens & de tous les habitans des Royaumes de l'Espagne dans les Indes, pour les attirer ou les contraindre par la force au commerce en droiture dans la Grande-Bretagne & dans toutes ses Colonies en Amérique?

A l'invitation on joint la menace, du ton des plus fastueux Conquérans qui aient ravagé la terre. Il n'y aura plus aucun lieu à la *miséricorde* dans le châti-
ment préparé aux *Coupables*, s'ils diffèrent de profiter des *Offres Clémentes* qu'ils peuvent accepter. Mais quel doit être le fruit de cette Clémence qui est encore offerte? Le passage entre les mains de la Nation Angloise de tout le Commerce des Royaumes & Provinces de la Domination Espagnole dans le nouveau monde, pour n'être fait à l'avenir que par les Vais-

seaux Anglois *en droiture dans la Grande-Bretagne & dans toutes les Colonies Britanniques.* Voilà ce que les Anglois se sont proposé, & ce que dans le vrai ils ont entendu par la libre Navigation telle qu'ils veulent l'établir dans les Mers de l'Amérique. C'est cependant ce beau nom de *Navigation libre* dont on s'est servi pour se jouer de notre crédulité, & nous conduire à ne voir le coup qu'après qu'il auroit été frappé. Déclarez-vous de bonne-foi, Monsieur. La *Palingénésie* avoit-elle assez bien fait son office chez vous pour vous préserver d'avoir donné dans l'illusion de croire & de travailler de toutes vos forces à le persuader aux autres, que l'Angleterre dont vous voyez aujourd'hui le projet à découvert, ne combattoit que pour le droit commun de la liberté de la Mer, dont l'intérêt étoit le même pour nous?

Mais considérez, je vous prie, de quel leurre on s'est servi pour nous amuser, & que cela vous serve de leçon pour l'avenir.

On nous a vanté la démolition des Forts des Espagnols à Porto-bello & à Chiagra, comme l'effet d'une conduite qui ne tendoit qu'à détruire tout ce qui pouvoit servir de retraites aux Gardes-Côtes trop incommodes pour la contrebande, ou dont quelques excès, que l'Espagne a paru disposée à réparer, en les prouvant autrement que par le simple dire des Intéressés, ont servi de prétexte à la criaillerie. Voilà de quoi on nous amusoit, ne nous laissant voir dans ces dé-

molitions faites par les Anglois que la modération d'une Nation poussée à bout, & qui dans la vengeance même s'interdisoit tout nouvel établissement qui pût donner ombrage.

C'est sous les beaux dehors de cette feinte, mais trompeuse modération, que l'Amiral Vernon travailloit à dénuer les Côtes Espagnoles de toutes les défenses capables de mettre obstacle au Commerce direct des Navires Anglois venans de la Grande-Bretagne ou de ses Colonies, pendant que tout se préparoit en Angleterre pour faire arriver en Amérique le Lord Cathcart avec des forces capables de réduire sous l'obéissance de l'Angleterre *tous les Châteaux, Places ou Royaumes & Provinces, appartenans au Roi d'Espagne dans les Indes*, qui lui paroïtroient les plus convenables pour s'y établir.

Qu'en seroit la Navigation dans ces Mers de l'Amérique, qui pendant qu'on nous endormoit du spécieux prétexte de ne combattre que pour en assurer la liberté, alloit passer toute entière sous le pouvoir exorbitant de l'Angleterre ? Que devenoit l'équilibre entre les Nations sur la Mer & dans le Commerce, sans la sage prévoyance de la France, moins que nous Nation toute commerçante, mais plus vigilante sur le danger commun ? Ne nous faisons pas cependant une nouvelle illusion. Le départ des Escadres Françoises est un obstacle à l'exécution rapide du projet de l'Angleterre, & l'on en est encore redevable à la contra-

riété des Vents, qui a empêché la sortie de la Manche aux équipemens formidables & déjà en Mer de cette superbe Nation; mais le danger commun n'est que reculé & point passé. Voilà, Monsieur, ce qui doit allarmer un Hollandois vraiment Patriote. Montrez donc que vous l'êtes, en renversant toutes vos idées.

Rappelez-vous à combien de reprises la France s'est offerte ici à Nous; d'abord pour concerter ce qui auroit pu prévenir la rupture, & ensuite pour chercher ensemble les moyens de pacifier les deux Puissances en guerre. Rappelez-vous que nous n'avons été détournés de nous prêter ouvertement à ces invitations salutaires, que par complaisance pour le Ministère Anglois, qui nous amusant d'un côté pour frapper son coup plus sûrement en Amérique, nous représentoit de l'autre que nous ne pouvions pas lui rendre un plus mauvais service auprès de sa Nation, que de nous laisser aller à ouvrir avec la France la voye à une Négociation publique.

Rappelez-vous encore comment l'Ambassadeur Anglois, avant son départ pour nous quitter, ôsa dans ses entretiens particuliers avec plusieurs de nos Membres principaux, entremêler la menace. Nous ne devions pas croire qu'Eux Anglois souffrissent qu'étant seuls en guerre, Nos Vaisseaux courussent librement la Mer & amelliorassent notre Navigation, en profitant du trouble dans la leur. Les réponses fermes que l'Ambassadeur s'attira, & notre mépris de sa vai-

ne

ne menace, furent honorables; mais on n'en voit pas moins à quel despotisme de la Mer cette Nation aspire.

La France au contraire a joint à ses différentes tentatives envers nous, pour engager un concert capable d'inspirer des pensées de Paix des deux côtés, la longanimité avec laquelle nous l'avons vue procéder. Le desordre que faisoit l'Amiral Vernon sur les Côtes Espagnoles, & l'obstacle que les flotes Angloises répandues dans toutes les Mers mettoient au retour des Gallions, dans lequel la France est si fortement intéressée, avec toutes les Nations commerçantes, ne l'ont point détournée d'attendre patiemment que les Esprits se calmassent, pour pouvoir ensuite les disposer plus facilement à écouter la raison. La vue même des prodigieux embarquemens que l'Angleterre préparoit de nouveau pour envahir l'Amérique, ne l'ont point encore fait se précipiter. Elle a préparé ses Escadres, mais en réitérant toujours les avertissemens à l'Angleterre; & quand enfin & à l'extrémité Elle se détermine à les faire partir, son premier soin est de nous communiquer ici cordialement les motifs d'une Résolution qu'il ne lui avoit plus été permis de différer, & que le bien commun de toutes les Nations commerçantes ne demandoit pas moins, que l'honneur de sa Couronne & l'intérêt particulier de ses sujets.

Comment cependant envisagez-vous la chose?

Vous

Vous traitez ce qui est arrivé depuis que le Patriote a publié son sentiment, (& vous ne voulez pas laisser en doute que vous avez en vue ce qui a fait la matière de la communication si cordiale de la France) de *Déclarations qui lèvent, dites-vous, le masque, renversent tout le passé & laissent entrevoir un avenir*, qui selon votre plan de faire toujours armer notre République par Terre pour remédier aux désordres de la Mer, *pourroit demander une augmentation des forces de Terre beaucoup plus considérable*, que celle dont vous avez pris si opiniâtrément la défense. De bonne foi auquel, ou du procédé de la France, ou du projet énorme résultant de la déclaration préparée pour être publiée la force à la main par le Lord Cathcart, sont applicables tous ces grands mots de masque levé, de renversement de tout le passé, & d'avenir qui se laisse entrevoir, & qui vous fait prendre la trompette?

Vous vous excuserez en protestant que vous ne connoissiez pas cette Déclaration que le Lord Cathcart avoit ordre de publier à son arrivée dans les Indes; Mais êtes-vous excusable dans votre préoccupation, qui vous a empêché de vous défier de ce que vous deviez au-moins soupçonner? Reconnaissez enfin combien vous vous êtes égaré dans vos concepts, en plaçant ainsi le danger pour le voir où il ne fut jamais moins, & ne le pas voir où il est.

Je pourrois finir ici cette Lettre, mais sans déroger

à ma Résolution de vous laisser jouir du contentement de voir votre *examen continué* sans réplique, je ne veux pas cependant vous priver de l'avis salutaire par où je finis.

Quand vous vous rendez examinateur des paroles des autres, accoutumez-vous à les rapporter exactement. Vous vous êtes dépité du Conseil que je vous donnois en le prenant pour moi-même, d'imiter nos Souverains dans le répit qu'ils s'étoient sagement ménagé avant d'effectuer l'augmentation dans nos Troupes, & de donner aussi un répit à nos Ecrits sur cette matière. Vous me demandez de vous permettre de me soutenir que la Résolution de Leurs Hautes Puissances est finale; que ce prétendu répit est un usage du Conseil d'Etat, & que c'est ce qu'un Patriote doit sçavoir. Ce que je vous permets, est d'appeller usage du Conseil d'Etat la nécessité dont il est sans doute de laisser un tems raisonnable entre le jour où l'augmentation est résolue, & le terme qui se prescrit aux Officiers pour l'avoir effectuée; mais ce que je ne vous permets pas, ou plutôt ce que vous défendoit l'exactitude que l'on doit toujours se prescrire en réfutant autrui, c'est d'avoir passé sous silence ce que vous avez séparé de ma proposition. Vous rapportez ce que j'ai dit de la solde sur le pied de l'augmentation, qui ne devoit commencer qu'au 12. de février, & vous supprimez ce qui suivoit immédiatement de l'avertissement donné aux Officiers par le Conseil d'Etat, & qui ne leur annon-

çoit

soit que pour dans le mois de Novembre prochain la
 délivrance de l'argent pour la levée. La jonction de
 ces deux délais formoit la preuve du répit ménagé.
 Vous me faites parler de l'un & supprimez la men-
 tion de l'autre. L'avertissement donné aux Officiers
 étoit de la fin du mois d'Août. Vous ne disconvien-
 drez point que si cette augmentation eût été regardée
 en Hollande cumme une chose qui pressât, & sur la-
 quelle il ne fût pas bon de se donner du tems, il n'au-
 roit été rien moins que contre l'usage du Conseil d'E-
 tat, d'avertir pour recevoir d'abord l'argent de la le-
 vée, & d'avancer à proportion le terme où les Officiers
 devoient avoir completé leurs Compagnies, & jouir de
 la solde sur le pied de l'augmentation. Ce délai pris
 de plus de deux grands mois, en n'indiquant que pour
 dans le mois de Novembre la délivrance de l'argent
 pour la levée, est ce que j'ai appelé un répit que nos
 Souverains se donnoient. Je l'ai dit avec raison; &
 quoique vous souteniez, l'intention n'a point été que
 l'on doutât que c'en étoit un en effet.

Je suis &c.